

## **A PROPOS DU FORUM DES PARTENAIRES**

Jean-Yves MARTIN  
(ORSTOM)

Avec la participation des principales institutions de recherche françaises et d'Afrique francophone, l'ORSTOM a organisé en septembre dernier un "Forum des partenaires" sur les conditions d'une recherche durable en Afrique au sud du Sahara. Cette réunion, tant par le nombre de ses participants (environ 300 personnes) que par la diversité de leur origine géographique ou institutionnelle, a été importante. Il peut être intéressant de voir ce que l'ORSTOM a voulu faire en prenant une telle initiative et d'examiner les enseignements qui peuvent d'ores et déjà être tirés de cette rencontre, en gardant toutefois à l'esprit que son objectif n'était pas le partenariat - même s'il était mis en scène -, mais la promotion d'une recherche durable en Afrique, ce qui n'était pas une question académique.

### **1. LE PROJET**

Pour un organisme qui va bientôt fêter son cinquantenaire, ce n'est que depuis peu, tout au plus une dizaine d'années, que l'ORSTOM commence à se préoccuper de l'utilité de ses recherches pour les pays partenaires et à s'assigner comme l'un de ses grands objectifs l'émergence de véritables communautés scientifiques dans les pays qui en sont dépourvus. Cette prise de conscience est à situer dans une mouvance intellectuelle et politique particulière dont les expressions sont aussi bien celle du rapport BRUNDTLAND (*Our Common Future*, 1978), au plan international, que celles des Assises Nationales de la Recherche (1982) et des rapports HESSEL (1989) et VIVIEN (1990), au plan national.

L'idée de base est que nous vivons dans un monde qui côtoie maintenant ses limites, d'où la consécration du concept de *sustainability* pour guider les actions, et que le fossé économique, social et culturel qui se creuse entre les pays du Nord et les pays du Sud est universellement néfaste et appelle un renforcement de la solidarité internationale pour le combler. Ce fossé étant très marqué dans le domaine de la recherche et de l'accès à la connaissance, les interpellations de grandes voix du Sud comme celle d'Abdus Salam, prix Nobel de physique et fondateur de l'Académie des Sciences du Tiers-Monde, ont également influé. Abdus Salam s'insurge contre l'inégalité de la division internationale du travail scientifique. Il invite les pays du Nord au transfert de science et pas seulement de technologie, et il veut convaincre les pays du Sud que l'acquisition de la science doit devenir l'une de leurs principales préoccupations pour leur propre développement et le développement global.

Par ailleurs l'Afrique est depuis quelques années le lieu privilégié de projection de la mauvaise conscience occidentale. Les pays ex-colonisateurs appellent à la démocratisation de la vie politique et y apportent tardivement leur soutien. Les organisations internationales tirent le bilan de la concentration extrême et permanente de pays africains dans la catégorie dite des PMA (Pays les Moins Avancés) et mettent sur pied une Coalition Globale pour l'Afrique (Maastricht, 1990). Les chercheurs du Nord enfin réalisent que trente ans d'échec des modèles de développement renvoient à la non pertinence des modèles d'interprétation qui les ont inspirés et à l'inadéquation des recherches poursuivies. En tant qu'ancien ORSC (Office de la Recherche Scientifique des Colonies), en tant qu'organisme de soutien au développement de la recherche dans les pays du Sud et en tant qu'établissement scientifique dont le terrain désigné statutairement est le Tiers-Monde, l'ORSTOM participe à ce mouvement qui pousse à des remises en question et à des prises d'initiatives.

Enfin l'idée même de ce Forum des partenaires a beaucoup évolué dans son contenu depuis sa première ébauche (septembre 1990) jusqu'à sa réalisation concrète. A l'origine l'ORSTOM voulait simplement traduire dans les faits l'une des orientations de son Projet d'établissement visant une plus grande ouverture de ses modes de coopération scientifique. Dans le projet initial l'objectif était de réunir les partenaires africains traditionnels de l'Institut pour confronter l'ensemble des questions qui se posaient aux

uns et aux autres, l'ORSTOM en particulier voulant faire évoluer son dispositif et ses modes d'intervention en Afrique.

Si ce projet initial ne manquait pas de positivité, il est apparu rapidement qu'il pouvait manquer d'ambition face à la crise que traverse la recherche africaine et à l'urgence de la faire sortir de son extrême précarité. C'est l'importance de cet enjeu qui a conduit à transformer l'idée première d'une réunion à caractère plutôt familial en un projet d'une tout autre envergure, celui de poser les prémices d'une opération internationale au long cours de sauvetage de la recherche africaine.

Dans le but d'identifier les conditions d'une recherche durable en Afrique et de trouver les voies et moyens pour satisfaire à ces conditions, il s'agissait donc de réunir l'ensemble des acteurs concernés par la recherche en Afrique ou susceptibles de l'être et de les faire converger par l'ouverture, le décloisonnement, la multilatéralisation de leurs coopérations : institutions françaises et européennes de recherche et d'appui à la recherche et au développement, institutions internationales, organisations non-gouvernementales et, bien sûr, institutions et pays africains, qu'ils soient francophones, anglophones ou lusophones. Tous ces acteurs rassemblés pendant trois jours à Paris n'avaient pas à débattre dans l'abstrait mais à identifier les questions et à se situer dans le cadre d'un référentiel thématique touchant l'environnement, l'agriculture, la santé et la maîtrise du développement.

## **2. UN BILAN PROVISOIRE**

Un bilan très optimiste et formel de ce Forum - qui, soit dit au passage, n'était plus le "Forum des partenaires de l'ORSTOM" - inciterait à dire qu'à cette occasion la recherche française s'est re-fédérée, que les institutions européennes se sont rapprochées, que les bureaucraties internationales se sont assouplies et mises à l'écoute, que les institutions et pays africains se sont organisés, que le Sud ne l'a pas cédé à l'Est et qu'enfin la recherche s'est érigée en priorité du développement. Ce bilan en forme de slogans laisse simplement entendre que ce Forum a au moins permis globalement que de bonnes questions soient posées et fait comprendre qu'une évolution plus favorable de la recherche africaine repose sur cette mobilisation du Nord, cette organisation du Sud et cette légitimation politique nationale et internationale.

Si l'intérêt de ce Forum a consisté dans le rassemblement d'acteurs venus d'horizons géographiques et institutionnels très divers autour d'un enjeu identifié comme important par tous, sa difficulté résidait justement dans la confrontation de logiques différentes dont les orientations pouvaient être concurrentes : chercheurs du Nord-chercheurs du Sud, chercheurs-donateurs, institutions nationales-institutions régionales-institutions internationales, ou bien encore Ministère français de la Recherche-Ministère de la Coopération. La confrontation de ces logiques a montré la nécessité de tenir compte de leurs expressions concrètes qui prennent sur le terrain la forme plus ou moins achevée de clientèles, territoires, filières et réseaux.

Confrontés les uns aux autres sur une scène commune où il fallait montrer bonne figure, les tenants des différentes logiques se devaient d'identifier les points de croisement qui pouvaient se transformer en points d'intérêt commun sur lesquels des collaborations pouvaient alors s'instituer. La rencontre de ces logiques s'est ainsi traduite par l'émergence de quelques questions nodales qui, si elles font l'objet d'un traitement adapté par la suite, pourront permettre d'ouvrir les réseaux, de faire converger les filières, d'éloigner les frontières et de mêler les clientèles.

Au plan de la recherche, sont apparus de la sorte comme questions nodales permettant de croiser des logiques autant disciplinaires que géographiques et même politiques, le lien non-contradictoire entre environnement et développement dans l'étude et le suivi des écosystèmes, le maintien d'une complémentarité entre le systémique et le thématique dans la recherche agricole, la priorité à donner à la recherche sur les systèmes de santé et enfin, sur le thème de la maîtrise du développement, le renforcement des capacités d'expertise socio-économique propre des pays africains.

Au plan de l'organisation et du soutien de la recherche, sont ainsi apparus comme questions centrales, c'est-à-dire comme points prioritaires d'application des efforts, le renforcement des systèmes nationaux de recherche, choix incontournable pour l'émergence d'espaces scientifiques régionaux, la double évaluation des recherches (pertinence scientifique et adéquation aux questions que pose le développement), la maintenance des équipements et des infrastructures et, enfin, un soutien stimulant, de nature multiple et à caractère pérenne, aux chercheurs.

Le Directeur Général de l'ORSTOM avait traduit toutes ces questions sous la forme de deux enjeux qui résument les conditions d'une recherche durable : il faut en Afrique des chercheurs visibles et durables, il faut mettre en place des mécanismes consolidés d'application régionale comportant en particulier une implication régulière des chercheurs et institutions scientifiques du Nord et des modalités adaptées des financements du Nord, s'inscrivant dans la durée.

Les portes du Forum des partenaires se sont maintenant refermées et, comme l'on dit, chacun est rentré chez soi. Chacun des participants a retrouvé son lieu et ses contraintes, son institution et sa logique. Lequel, des individus et des organisations, prendra le pas sur l'autre ? Au cours de ce forum ce ne sont pas seulement de bonnes questions qui ont été posées, c'est aussi une volonté d'aller plus loin qui s'est exprimée.

**JOURNAL DES ANTHROPOLOGUES**

**DOSSIER**

**RECHERCHES SCIENTIFIQUES  
EN PARTENARIAT**

**Ce numéro a été coordonné par Marc-Eric Gruénais et Jacques Lombard.**

**Nous tenons à remercier les auteurs des manuscrits qui nous sont envoyés et qui sont autant de contributions à la vie de l'Association.**

**La forme et le contenu des articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.**